

JEUNE RÉVOLUTION

ORGANE NATIONAL DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE
POUR UNE INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE DES JEUNES

MARS 1951

Prix : 10 Francs

Mensuel — N° 13

LES 18 MOIS PRÉPARENT L'ENVOI EN INDOCHINE

Nous laisserons-nous faire ?

Français contre «boches» ou classe contre classe ?

Étape par étape, les capitalistes et leurs gouvernements, aux U.S.A., en Angleterre, en France, en Italie, poursuivent leur préparation à la guerre. Il leur faut des crédits de guerre : c'est la classe ouvrière qui les paiera. Il leur faut des soldats, toujours plus de soldats : ce sont les 18 mois, les 2 ans.

Il leur faut aussi un bloc capable de résister à la force militaire de l'U.R.S.S. Alors c'est l'armée européenne.

C'est dans ce sens qu'ils veulent réarmer l'Allemagne, qu'ils veulent reconstruire l'industrie lourde allemande : sur le dos de la classe ouvrière d'outre-Rhin, comme ils le font sur notre dos en France.

Et l'on voit les capitalistes d'Allemagne, de France, des U.S.A., d'Angleterre, s'allier pour mener à bien leur croisade contre le bloc soviétique ; non pour y apporter la liberté, mais pour y imposer leurs capitaux.

Devant cette gigantesque coalition, nous devons chercher nos alliés. Les alliés des jeunes travailleurs français ne sont-ils pas les jeunes travailleurs d'Angleterre, de Belgique, des U.S.A., d'Italie et d'Allemagne, à qui leur bourgeoisie impose les 2 ans, les crédits de guerre, le réarmement.

Alors devrions-nous écouter ceux qui mettent les jeunes travailleurs d'Allemagne dans le même sac que les Krupp et Adenauer.

Devrions-nous écouter ceux qui parlent de l'ennemi héréditaire : les travailleurs allemands étant responsables du fascisme hitlérien. Comme si les travailleurs américains étaient responsables des massacres de Mac Arthur en Corée, comme si les travailleurs français étaient responsables des massacres en Indochine. Non, et c'est avec les jeunes de tous les pays que nous devons lutter contre la guerre. Mais nous devons d'abord lutter contre les mesures de notre propre gouvernement : les 18 mois, l'augmentation des crédits de guerre, la menace de l'envoi de jeunes du contingent en Indochine.

Luttons pour que les jeunes travailleurs de tous les pays aient le droit de disposer d'eux-mêmes.

Luttons pour le retrait de toutes les troupes d'occupation, que ce soit d'Allemagne, de Corée, d'Indochine ou de Gironde : c'est encore le meilleur moyen d'aider les travailleurs allemands, coréens, indochinois à se libérer des armées occupant leurs territoires. Oui ! nous pouvons empêcher la préparation d'un prochain « massacre » si nous unissons nos forces.

Contre les menaces de guerre, nous pouvons tous nous entendre, jeunes travailleurs de France, car nous sommes tous contre les 18 mois, car nous sommes tous contre l'envoi de nos jeunes camarades conscrits en Indochine.

Pour cela, il suffit que nous décidions ensemble, que nous agissions ensemble.

Ce qu'il nous manque, c'est une organisation capable de rassembler tous les courants, de permettre une discussion libre, et la possibilité de décider démocratiquement de l'action à mener.

Des milliers de jeunes voudraient bien voir se réaliser un tel front.

Ils ne dépendent que de vous, jeunes des A.J., des E.D.F., de l'U.J.R.F., des J.S., des E.S., des Brigades en Yougoslavie, qui voulaient autre chose que la guerre comme perspective, de former ce front de la jeunesse révolutionnaire française qui pourra faire aboutir nos revendications

JEUNE RÉVOLUTION

« Certaines personnalités officielles américaines estiment que la France pourrait être amenée à adopter une loi autorisant l'envoi de recrues en Indochine, sinon elle risquerait de manquer d'instructeurs en France pour l'entraînement des forces prévues pour l'armée atlantique. Le général Eisenhower compterait discuter ce problème avec l'Etat-Major général français lorsqu'il reviendra à Paris. » Nous tirons cette information du journal officiel du gouvernement « Le Monde » en date du 4-5 février.

L'envoi des recrues du contingent en Indochine, voilà ce que préparait la loi des 18 mois !

Un premier pas avait été franchi par le vote de cette loi. De toute évidence le gouvernement avait craint la riposte des jeunes travailleurs. Mais il s'était vite rassuré. Car il est

clair que bien peu de comités de lutte contre les 18 mois ont fonctionné. Nous parlons des comités réellement dignes de ce nom, c'est-à-dire rassemblant des jeunes de toute tendance et des jeunes inorganisés. Pour la majorité des cas il n'a en effet été question que de comités de lutte regroupant la FS GT, l'UJRF, l'UFF, le PCF, autrement dit rien que des organisations plus ou moins rattachées au Parti Communiste français. Il ne s'agit pas de reprocher à ces mouvements de s'être réunis et de tirer leur inspiration politique du PCF mais bien au contraire de voir clairement que de tels comités ne regroupaient qu'une partie, et une partie seulement de la jeunesse travailleuse, alors que l'unité la plus large était et reste nécessaire.

Aujourd'hui, le gouvernement

s'apprête à franchir le deuxième pas : l'envoi des recrues au Viet-Nam. La faiblesse de la riposte ouvrière l'encourage à frapper ce second coup. Car pour les Pieven et Moch ce n'est pas uniquement comme le dit « Le Monde », le manque d'instructeurs en France qui est en cause, c'est tout l'avenir du corps expéditionnaire en Indochine. Pour venir à bout de l'héroïque résistance du peuple vietnamien il faut, en dehors des armes, des hommes, toujours plus d'hommes. Les engagements volontaires ne paient plus. Il ne reste plus d'anciens S.S. en mal de dénazification pour s'engager dans la Légion Etrangère et malgré les pressions effectuées dans les casernes sur les jeunes recrues, dont plusieurs échos nous sont par-

Suite page 2



La bourgeoisie attaque. Pour assurer le bon fonctionnement de son économie de guerre, elle n'a qu'un moyen : faire baisser le niveau de vie de la classe ouvrière en faisant monter le coût de la vie. Parallèlement, l'appareil de répression de la bourgeoisie se prépare à frapper de grands coups contre la classe ouvrière ; l'Etat bourgeois se fait la main par des opérations contre certaines parties de la classe ouvrière : dissolution de la F.S.M., provocation contre les anarchistes.

Face à cette situation, la classe ouvrière n'est pas résignée. Elle veut se battre pour son niveau de vie. Déjà, des luttes se préparent, se déclenchent même dans certaines corporations : le métro par exemple.

Ce qui manque aux travailleurs pour généraliser leurs luttes, rendre effective leur volonté de combattre, et pour leur permettre de remporter la victoire : c'est l'Unité.

Les ouvriers ne se présentent pas formés en un seul front face au patronat. Les dirigeants de la C.G.T. et de F.O. pensent plus à leurs intérêts de clique, et encore plus aux intérêts de leurs maîtres, les capitalistes de Washington ou les bureaucrates de Moscou, qu'à ceux de la classe ouvrière. Avec les divisions et les trahisons sont venues les défaites ; avec les défaites, la perte de la confiance des ouvriers en eux-mêmes, un effritement des centrales, et un renforcement de l'exploitation patronale.

Face à cela, que faire ? Res-

La Conférence de "l'Unité"

POUR LA VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

souder à la base le front de tous les ouvriers, en leur redonnant la parole, en faisant que ce soit les travailleurs de toutes tendances, qui déterminent démocratiquement entre eux, les mots d'ordre sur lesquels ils veulent combattre. Rendre aux travailleurs la conscience de leur propre force, en leur rendant la parole, en leur laissant formuler une politique, conforme à leurs seuls intérêts !

C'est là le but de la conférence pour l'Unité et la Démocratie syndicales, organisée par le journal « l'Unité ». Cette conférence prend tout son sens au moment où la bourgeoisie passe à l'offensive. La voie de l'Unité

cherchaient les moyens les plus efficaces de la réaliser.

La large discussion a montré que la réunification syndicale était actuellement impossible. Il faut considérer la classe ouvrière telle qu'elle est, non pas telle qu'on voudrait qu'elle soit. La démocratie syndicale, le droit donné aux travailleurs de contrôler leur direction, est d'une importance primordiale pour préparer cette réunification encore impossible, pour dans l'immédiat rendre confiance aux travailleurs et promouvoir l'unité d'action à la base. Ce n'est que si les ouvriers peuvent démocratiquement discuter entre eux qu'ils pourront s'unir et sentir que c'est vraiment pour eux qu'ils se battent.

Le premier résultat de cette conférence fut de montrer que des courants très divergents pouvaient fraternellement discuter entre eux, s'entendre sur des points précis et mener ensemble la lutte contre le patronat.

Il faut maintenant réaliser dans les faits cette unité d'action. Dans chaque entreprise, pour chaque revendication particulière, les militants d'avant-garde rassembleront leurs camarades, qu'ils soient C.G.T., F.O., C.F.T.C., autonomes ou inorganisés dans des Comités d'Unité d'Action où démocratiquement ils trouveront les moyens de l'action à mener, montrant que pour tous les travailleurs, l'ennemi principal dans l'Usine, c'est le Patron. Il faudra coordonner localement puis nationalement ces Comités pour opposer, malgré les bureaucraties syndicales, un puissant front unique des travailleurs au front unique de la bourgeoisie.

SAULNIER.

En page 4

Reportage de la Conférence

et de la Démocratie est la seule voie que les travailleurs peuvent suivre pour remporter la victoire !

Cette conférence ne fut pas un vague rassemblement de gens discutant de l'Unité pour en discuter. La conférence de l'Unité était le résultat de l'effort collectif patiemment poursuivi pendant plus d'un an par des militants d'avant-garde, dans de nombreuses corporations : la métallurgie, les mines, les cheminots, les travailleurs de l'Etat, les institutions, le livre, etc...

Ce sont donc les expériences des militants ouvriers d'avant-garde, ayant participé aux luttes de leur classe, et au combat unitaire, qui ont été confrontées. Le problème de l'Unité d'Action ne fut pas traité abstraitement, mais discuté par des militants qui